

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Hassan Nasrallah veut sauver le Liban des ambitions saoudiennes

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 23 DÉCEMBRE 2013



## Hassan Nasrallah veut sauver le Liban des griffes saoudiennes

**P**ar Ghaleb Kandil

Les messages forts lancés par le secrétaire général du Hezbollah, dans son discours du vendredi 20 décembre, constituent un bouclier dissuasif face aux forces régionales et libanaises, qui ont exprimé des positions et pris des mesures montrant l'existence d'une décision de faire exploser le Liban, après leur défaite en Syrie. Ces messages sont renforcés par des informations sûres, en possession de sayyed Hassan Nasrallah, dont la précision des déclarations est reconnue par ses amis comme par ses ennemis, et qui émet toujours des diagnostics basés sur des données solides.

Les attaques suicides contre l'Armée libanaise, à Saïda, sont un dangereux signal de la direction que prennent les actions des

groupes terroristes–takfiristes et de leurs soutiens régionaux, notamment l'Arabie saoudite. Ce pays cherche par n'importe quel moyen à se dérober au prix politique de sa défaite en Syrie, en provoquant une guerre libanaise interne.

Comme l'a décrit sayyed Nasrallah, l'Armée libanaise joue le rôle du pompier qui éteint les incendies allumés au Liban. De même qu'elle se tient prête, aux côtés de la Résistance, à faire face à toute agression israélienne contre le Liban. Les incidents itinérants dans les différentes régions libanaises l'obligent à maintenir un vaste déploiement, afin d'empêcher toute dégradation sécuritaire ou affrontement interne, comme c'est le cas à Tripoli ou dans la région de Ersal, dont les hauteurs ont été envahies par les groupes takfiristes libano–syriens. La situation n'est pas meilleure à Saïda, où les cellules terroristes se sont implantés dans certains de ses quartiers et dans le camp d'Aïn el–Héloué. Il est clair que la dernière attaque contre l'armée constitue un changement dans les objectifs et le mode opératoire des takfiristes.

La campagne de dénigrement systématique, lancée par le Courant du futur et ses partenaires contre l'institution militaire, rend la situation encore plus dangereuse. Cela signifie que les kamikazes qui ont ciblé l'armée et les détracteurs de celle–ci, servent un même et seul objectif : détruire la soupape de sécurité qui empêche l'incendie de se propager sur l'ensemble du territoire.

L'élément le plus dangereux de ce tableau brossé par sayyed Nasrallah est le discours du 14–Mars à Tripoli, caractérisé par un ton guerrier et agressif encourageant à la confrontation interne. Les propos des figures de cette coalition ont qualifié le Hezbollah d'apostat, répandant un climat de haine et d'intolérance envers une des composantes politiques et religieuses du Liban. C'est pratiquement un appel à l'élimination de l'autre. Là aussi, on note une volonté claire de pousser les choses vers le point de non retour, vers l'explosion.

Ces actes belliqueux sont complétés par les intentions exprimés par le président de la République, Michel Sleiman, et le Premier ministre désigné, Tammam Salam, de provoquer une grande explosion politique à travers la formation d'un prétendu gouvernement neutre ou de fait accompli, à l'approche de l'élection présidentielle.

Le Liban semble donc confronté à un plan complet, qui présage d'un embrasement général et d'un chaos absolu, surtout si les Saoudiens parviennent à neutraliser l'Armée libanaise à travers les attentats suicides et les campagnes de dénigrement politique.

Dans son discours, le leader du Hezbollah a révélé une équation dissuasive face au plan d'embrasement du Liban, tout en réaffirmant sa priorité, qui est de faire face à toute agression israélienne, et à continuer à défendre l'axe de la Résistance et la terre syrienne.

« Nous mettons en garde contre la formation d'un gouvernement de fait accompli. Un point à la ligne » ; un démontage du mensonge de la neutralité ; et une disponibilité totale à faire face à toute tentative d'embrasement : tels sont les principaux messages adressés par Hassan Nasrallah, qui a fait montre d'une détermination encore plus grande que celle qu'il avait exprimé à la veille des dangereuses et stupides décisions prises par le gouvernement de Fouad Siniora, en mai 2008.

À travers ce ton dissuasif et les mises en garde, sayyed Nasrallah ouvre grande la voie à un règlement politique calme, dont les éléments sont connus de tous : un gouvernement d'union nationale et une élection présidentielle à la date prévue, loin des ingérences externes. Et pour ce qui n'ont pas compris, une invitation à réécouter avec précision ses allusions à l'ingérence de la France dans le processus présidentiel par la bouche de son ambassadeur à Beyrouth, Patrice Paoli, qui n'a pas exclu la prorogation du mandat de Sleiman.

L'armée, le peuple et la résistance se tiennent prêts face au terrorisme, aux agressions israéliennes et à ceux qui tentent de saper la stabilité et la sécurité du Liban. Les lignes rouges et l'avertissement son clairs : « Ne nous provoquez pas... ne jouez pas avec nous », a dit sayyed Hassan Nasrallah.

## Genève 2 et l'impasse états-unienne

Par Ghaleb Kandil

La fermeté russe sur la nécessité de tenir la conférence de

Genève 2 à la date prévue suscite une grande confusion et une profonde inquiétude chez les États–uniens, qui ont perdu beaucoup de cartes dans l'équation syrienne.

► Premièrement, les États–Unis ont perdu leur pari de conserver une force militaire qui serait affublée du titre d'opposition, après la disparition de l'Armée syrienne libre (ALS) sur le terrain. Les unités de cette milice ont soit rejoint les groupes terroristes extrémistes, soit réintégré, par milliers, les rangs de l'Armée arabe syrienne, pour bénéficier de l'amnistie présidentielle pour ceux qui ont déserté. Le retour de ces déserteurs est le résultat du changement de l'humeur populaire, qui appuie aujourd'hui plus que jamais le leadership du président Bachar al–Assad, l'État et l'armée nationale.

Par conséquent, le siège de la vitrine politique créée et soutenu par les forces de l'agression, appelée la Coalition nationale syrienne (ou la coalition de Doha, plus exactement), perd toute sa valeur à la conférence de Genève 2 (qui aura lieu à Montreux), après la disparition de ladite ASL. Pour contourner cette perte, les États–Unis, en accord avec le prince soudaine Bandar ben Sultan et le Qatar, ont annoncé le début d'un dialogue entre leur ambassadeur Robert Ford et le Front islamique, et ont exprimé leur approbation des tentatives de la chaîne *Al–Jazeera* de redorer l'image du chef du Front qaïdiste al–Nosra, Abou Mohammad al–Joulani.

► Deuxièmement, toutes les données et les informations disponibles au sujet de la composition du Front islamique, dirigé par Zahrane Allouche, montrent qu'il s'agit d'un groupe takfiriste qui véhicule la même idéologie qu'Al–Qaïda. Sa colonne vertébrale sont les Brigades qaïdistes Ahrar al–Cham.

De plus, le programme et le discours politique du Front islamique sont takfiristes et prônent l'élimination des adversaires et non pas le dialogue avec eux. Ce front est une copie conforme de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) et d'al–Nosra.

Les tentatives des États–Unis de présenter al–Nosra et le Front islamique comme des partenaires potentiels dans toute solution politique de la crise syrienne sont d'une absurdité et d'un ridicule sans pareil et prouvent leur faillite morale, intellectuelle et politique. Ce camp se présente à la conférence de Genève avec une

vitrine politique sans bras militaire sur le terrain, et des rebelles armés takfiristes insolubles à la table des négociations.

Les groupes armés actifs en Syrie ne sont que des façades d'un mélange terroriste-takfiriste comptant dans ses rangs des milliers d'extrémistes saoudiens, de takfiristes étrangers et de mercenaires multinationaux. Ce mélange ne peut avoir de lien avec l'avenir politique de la Syrie en tant qu'État laïque, civil et multiconfessionnel.

► Troisièmement, le refus des États-Unis de voir l'Iran participer à Genève et les doutes exprimés par la France sur la tenue de la conférence à la date prévue, sous prétexte que l'opposition n'est pas prête, illustrent la faillite de l'Occident.

À l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie existe une opposition patriotique, qui appuie le combat de l'armée contre le terrorisme et qui est disposée à dialoguer avec l'État national dirigée par le président Bachar al-Assad. Cette opposition est prête à s'entendre sur un processus politique partant du principe de la lutte contre les takfiristes et du refus de toute intervention étrangère. Toutefois, cette opposition, invitée à Genève 2, est plus proche aujourd'hui de la Russie, tandis que l'Occident, effrayé de voir les cartes tomber de ses mains les unes après les autres, est aujourd'hui sans initiative.

La date du lancement de la conférence est confirmée, mais l'émissaire international, Lakhdar Brahimi, a dit que les négociations vont durer longtemps. D'ici là, États-Unis, Français, Saoudiens, Turcs et Qataris verront disparaître de leurs outils de travail de nouvelles vitrines politiques et groupes armés. Le monde sera alors confronté au choix suivant : l'État syrien, dirigé par son président-résistant Bachar al-Assad, ou les groupes terroristes-takfiristes et les mercenaires de Bandar ben Sultan.

## Déclarations et prises de positions

**Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

*« Tous les indices pointent la responsabilité de l'ennemi israélien dans le meurtre de hajj Hassan Lakkis, lui qui avait déjà fait l'objet*

*d'une tentative d'assassinat avortée. Les médias israéliens étaient sur le point de reconnaître ouvertement le rôle israélien dans cet assassinat. La plupart des groupes salafistes qui ont revendiqué l'attaque avaient pour objectif de provoquer des tensions dans le pays et de semer la division confessionnelle. Pour nous, tout ce qui a été dit n'a aucune valeur. Nous n'accusons pas arbitrairement les Israéliens, nous avons des indices. Vous vous imaginez que l'on va vous applaudir pour la victoire de 2006 qui a avorté le projet du Grand Moyen-Orient ? Evidemment, l'ennemi va nous pourchasser et nous tuer. Allez chez les familles des martyrs tués dans les combats contre l'ennemi israélien ou contre les groupes terroristes-takfiristes. Ces familles sont attachées à la voie de la résistance et sont patientes devant ces grandes pertes. Les médias adverses tentent de montrer au public que le Hezbollah perd le soutien des familles des martyrs. Sachez que l'assassinat du hajj Hassan ne passera pas sans riposte. Le compte est ouvert avec cet ennemi israélien depuis l'assassinat du cheikh Ragheb Harb. La punition ne tardera pas à venir. Que l'ennemi ne se sente en sécurité. Nous allons nous venger des vrais meurtriers (...) Dans leur communiqué, les forces du 14 mars ont dit rejeter l'extrémisme de certains chiites venus de Téhéran qui ont mené des explosions, ont apostasié et assassiné des Libanais. Que veulent-ils dire par ces propos ? N'est-il plus possible de se mettre à la table du dialogue et de former un gouvernement d'union nationale ? Ce communiqué est une déclaration de guerre. Sachez que nous ne cherchons pas la guerre avec vous. Mais que personne ne joue avec nous. Par rapport aux attentats contre l'armée, c'est une question délicate que nous ne devons pas prendre à la légère. Tous les Libanais doivent s'arrêter devant cet attentat dangereux pour l'avenir du pays. Nous appelons à la protection de l'institution de l'armée, seule institution qui jouit d'une unanimité de tous les Libanais. Pour nous, l'armée est ce qui reste de cet Etat qu'est le Liban. Si nous perdons notre armée, tout le pays se perd (...) Nous tenons toujours à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le gouvernement neutre est une arnaque. Nous ne conseillons à personne de former un gouvernement de fait accompli. Un point c'est tout (...) Il semble que dans la région certains veulent faire exploser le Liban à cause de leurs échecs en*

*Syrie. Ceux qui vivent dans leurs châteaux ne sont point intéressés par les milliers des déplacés syriens qui meurent de froid. J'exprime franchement mon inquiétude face aux plans de déstabilisation du Liban. »*

**Walid Joublatt**, chef du Parti socialiste progressiste

*« Tous partis politique libanais doivent s'unir autour de l'armée en vue de faire face au terrorisme, quelle que soit sa source, et de faciliter sa mission à Tripoli et dans les régions libanaises. Les responsables doivent empêcher la reprise des confrontations inutiles dont les innocents payent le prix ainsi que les militaires qui accomplissent leur devoir national. Nous rendons hommage à la lutte héroïque de l'armée contre l'ennemi israélien. Certaines parties ne doivent pas oublier les ambitions et les crimes ennemis. L'armée est visée de nouveau et sacrifie des martyrs pour défendre la stabilité et la paix civile. Nous réclamons, plus que jamais, la solidarité absolue avec elle. »*

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises

*« Certains utilisent la présence chrétienne au Moyen-Orient dans le but de prolonger la vie du régime Assad et de démontrer que ce dernier protège les minorités dans la région. Des responsables font, de temps en temps, un drame en raison de la mort d'une personne en Syrie, à savoir à Maaloula en vue de convaincre l'opinion publique sur la présence d'un conflit confessionnel. Nous sommes tous concernés par cette affaire. La majorité des villes syriennes est entièrement détruite sans oublier les centaines de milliers de morts. La situation de Maaloula s'apparente à celles de Homs, d'Alep et de Deraa. Les FL choisissent de vivre libre en enfer plutôt qu'humiliés et réduit en esclavage au paradis. »*

**Waël al-Halqi**, Premier ministre syrien

*« Le gouvernement libanais est en partie responsable de la guerre contre la Syrie en s'ingérant dans les affaires syriennes depuis plus de deux ans. Une partie de la crise syrienne pourrait être attribuée aux politiques adoptées par ce gouvernement. Les autorités libanaises ont échoué à distancier leur pays des développements régionaux. Le gouvernement libanais a facilité l'infiltration d'hommes armés en Syrie à partir du Liban. Les terroristes auraient*

*été beaucoup plus actifs si le Hezbollah n'avait pas été présent aux deux côtés de la frontière libano-syrienne, surtout dans la ville de Qousseir. Il n'existe aucun contact actuellement entre les gouvernements syrien et libanais. Les ministères des Affaires étrangères des deux pays sont toutefois en toujours en contact. Les relations entre les deux pays aujourd'hui ne correspondent pas aux relations historiques entretenus entre la Syrie et le Liban. »*

**Fayçal al-Moqdad**, vice-ministre syrien des Affaires étrangères

*« Je demande à l'opposition : pourquoi un citoyen n'a pas le droit d'être candidat. Qui peut l'en empêcher ? Tout citoyen syrien a le droit de l'être. Nous voulons qu'à la fin des discussions, les urnes décident qui dirigera le pays, et le président Assad jouit d'un très grande majorité, contrairement au président François Hollande qui n'a que 15 % d'opinions favorables dans son pays. Selon moi, le président Assad devrait être candidat, mais c'est lui qui décidera le moment venu. Personne n'a la droit d'interférer et de dire s'il doit être candidat ou pas. C'est une décision qui doit être prise par le président lui-même avec le soutien du peuple syrien. »*

**Ali Awad al-Assiri**, ambassadeur d'Arabie saoudite au Liban

*« L'état de la sécurité se détériore au Liban mais nous n'avons pas reçu de menaces particulières. Cependant, nous prenons toutes les mesures de sécurité nécessaires. L'ambassade a établi des plans de sécurité qui pourraient faire face à tout développement inattendu. Nous avons déjà appelé nos ressortissants à ne pas se rendre au Liban et nous suivons la situation avec ceux qui y sont déjà. »*

## Événements

- Le quotidien *As-Safir* rapporte que des équipements sophistiqués ont été installés dans le périmètre de la prison de Roumié pour brouiller le signal des téléphones portables utilisés par des détenus fondamentalistes ayant prêté allégeance au Front al-Nosra depuis le bâtiment B de cette prison. Toutefois, aucune décision n'a encore été prise de faire fonctionner ces équipements, qui ont pourtant coûté quelque 650 000 dollars au ministère des



## Télécommunications.

- *As-Safir* indique que des sources diplomatiques occidentales se renseignent au sujet de la carte de déploiement des groupes islamistes salafistes et jihadistes au Liban et en Syrie.

- Citant des sources informées, le quotidien *Al-Liwaa* rapporte que le soldat libanais qui a tué un sous-officier israélien à la frontière a agi de la sorte après le comportement provocateur de ce dernier, qui avait pris le pli, des semaines durant, d'uriner devant les soldats libanais de manière aussi répugnante qu'irrespectueuse. C'est ce qui aurait poussé Hassan Adel Ibrahim à ouvrir le feu, probablement pour l'intimider et pas pour le tuer.

- L'Agence nationale d'information (Ani, officielle) a rapporté que l'Armée libanaise a arrêté, jeudi, sept Syriens, dans la localité frontalière de Ersal, et leur a confisqué des armes et des grenades à main.

- Citant le Haut commissariat de l'Onu pour les réfugiés, *An-Nahar* indique que 20 % des habitants du Liban sont des réfugiés ayant fui la Syrie. Le journal s'interroge sur le rôle de la communauté internationale sur ce plan, d'autant qu'à la crise des réfugiés s'ajoute une autre crise qui pèse de tout son poids sur le Liban : le terrorisme importé de Syrie.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Malak Akil (20 décembre 2013)

Les ambassadeurs qui rendent visite au général Michel Aoun lui posent invariablement la question suivante : « Êtes-vous candidat à la Présidence de la République ? » La situation n'est plus la même aujourd'hui qu'à la fin du mandat d'Emile Lahoud. Le général ne reçoit pas de coups de fil visant à lui mettre la pression, comme ceux qu'il recevait, fin 2007, de la part du président Nicolas Sarkozy, qui lui demandait de ne pas se porter candidat à la présidentielle. Mais il recevra sans doute de multiples visites exploratoires dès le début du nouvel an. L'ambassadeur de France

Patrice Paoli a déclaré que son pays préférerait une prorogation du mandat du président Michel Sleiman au vide ou à l'anarchie. Les nombreuses visites de diplomates arabes et occidentaux au chef du Courant patriotique libre (CPL) sont autant de tentatives de tâter le pouls de Michel Aoun, auxquelles se livrent les ambassadeurs des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne, d'Iran, du Qatar, de Russie, etc. Tous ces diplomates ont droit au discours suivant de la part de leur interlocuteur : « Je ne me suis pas porté candidat. Ce sont les gens qui ont proposé ma candidature. Je n'accepte pas de devenir un président de gestion de la crise, et je n'accepterai cette mission que si je fais l'objet d'une entente et qu'on me le demande clairement.

**As-Safir** (20 décembre 2013)

Imad Marmal

Tous les regards se tournent dès à présent vers patriarcat maronite. Sources ecclésiastiques proches du patriarche Béchara Raï assurent que le patriarcat ne souhaite nullement confisquer le rôle réservé aux députés, à qui il incombe d'élire le président de la République. Bkerké n'a aucune ambition politique ; son seul objectif est le respect de l'échéance constitutionnelle sur la base suivante : pas de prorogation du mandat présidentiel et pas de vide au pouvoir non plus. Il faut élire un nouveau président. Ces sources indiquent par conséquent que le patriarcat n'a aucunement l'intention de rentrer dans le jeu des noms des présidentiables et qu'il émet le vœu que les chrétiens puissent s'accorder sur un seul candidat. Elles affirment ensuite que la Constitution est claire : le quorum de la séance d'élection du chef d'État est celui des deux tiers du nombre de députés. Par ailleurs, elles soulignent que le Vatican n'intervient pas dans les détails de cette échéance et réfutent les informations sur une initiative du Saint-Siège dans ce dossier.

**As-Safir** (20 décembre 2013)

Ghaseb al-Mokhtar

Le ministre de la Défense, Fayez Ghosn, a mis en garde contre la période actuelle, délicate et dangereuse, « surtout après la dernière série d'attentats et d'agressions, qui prouvent que certains groupes terroristes ont pris la décision de cibler directement l'armée pour la

briser avant de l'achever, car elle les gêne et les empêche de se mouvoir. »

Selon le ministre, « ces groupes terroristes n'ont d'autres objectifs que de tuer, de détruire et de saper la sécurité et la stabilité. » « Les Libanais, toutes tendances confondues, ont resserré les rangs derrière l'armée, à l'exception d'une petite minorité qui n'a pas encore réalisé la gravité des danger auxquels la patrie est confrontée », a-t-il ajouté.

M. Ghosn a révélé que les terroristes qui ont attaqué l'armée à Saïda étaient au nombre de quatre, un Libanais, un Palestinien et deux autres dont les identités sont en cours d'investigation. « Pourquoi ces hommes avaient-ils sur eux des explosifs, des bâtons de dynamite et des papiers d'identité falsifiés ? s'est-il interrogé. Comment d'aucuns peuvent-ils justifier que l'armée soit agressée et dénoncent le fait qu'un soldat ce soit défendu et ait fait échec à un complot que ces terroristes comptaient exécuter ». Le ministre de la Défense a confirmé la poursuite de l'infiltration d'hommes armés de Syrie vers le Liban, soulignant la dangerosité de ce phénomène. « L'armée a pris la décision ferme qu'il n'y a pas de place pour le terrorisme dans notre pays et elle œuvrera en vue de son éradication », a-t-il conclu.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(19 décembre 2013)

Des milieux qui suivent de près le dossier de la formation d'un nouveau gouvernement assurent que les positions du chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, sont inchangées (il est favorable à la formule 9-9-6, ndlr) et que les contacts entre le président de la République, Michel Sleiman, et le chef du Législatif, Nabih Berry, ne sont pas interrompus.

Selon ces mêmes sources, M. Berry procède actuellement à un examen approfondi de la situation légale et constitutionnelle avec l'approche de la date de l'échéance présidentielle, notamment les questions de la tenue d'une séance électorale au Parlement et la situation gouvernementale sous tous ses angles et aspects.

Pour sa part, Michel Sleiman campe sur sa position selon laquelle le gouvernement d'expédition des affaires courantes n'est pas habilité à gérer la période du vide présidentiel au cas où il se

produirait. Par conséquent, la priorité reste pour lui de former un gouvernement capable d'obtenir la confiance du Parlement, quels que soient les obstacles. Il s'agit d'un point de convergence entre lui et le Premier ministre désigné, Tammam Salam.

### **Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Wafic Kanso (20 décembre 2013)

Le 8-Mars ne semble pas être pressé de brûler les étapes concernant les échéances libanaises, en tête desquelles figure le scrutin présidentiel prévu à partir du 25 mars prochain. Une éminente source du 8-Mars souligne que d'ici là nombreux seront ceux qui seront pris de court par les développements qui surviendront sur l'échiquier régional ainsi que par leurs répercussions sur la scène locale. « Miser sur la détermination de l'Arabie saoudite à poursuivre son aventure en Syrie, en dépit des échecs successifs que Riyad a essuyés, revient à se bercer d'illusions », poursuit la même source, considérant que le 8-Mars ne se sent pas, de ce fait, concerné par les efforts soutenus déployés par le président de la République en vue de la prorogation ou du renouvellement de son mandat, ni par ce qui se dit à propos d'un troc qui consisterait à former un gouvernement sur base de la formule 9-9-6 en échange de la prorogation du mandat présidentiel.

Personne n'a abordé cette proposition avec le 8-Mars. La source juge que "la prestation de Sleiman, qui a menacé de former un gouvernement de fait accompli avant la fin de son mandat, laisse entrevoir qu'il tente de nous entraîner vers un tel marché ». Le 8-Mars souhaite « mettre en place un climat propice à l'élection d'un nouveau président. Nous aurions voulu que le chef de l'Etat déploie lui aussi des efforts afin de réunir tous les protagonistes politiques au lieu de faire partie des alignements politiques », a affirmé la même source, ajoutant que, « comme tout le monde le sait désormais », le blocage dans le pays est provoqué par une décision saoudienne à laquelle le camp adverse n'est pas capable de s'opposer, quitte à ce que les institutions constitutionnelles, y compris la présidence de la République, soit sabotées. Toutefois, ajoute la source, le 8-Mars est satisfait de la situation dans laquelle elle se trouve. En Syrie, les choses tournent dans l'intérêt du

régime, qui a prouvé dans la foulée de l'accord portant sur les armes chimiques syriennes être capable d'honorer ses engagements. L'Occident est désormais attaché à une solution politique, après avoir échoué à changer la balance des forces sur le terrain. Les opposants au régime, tout comme leurs alliés au Liban seront surpris par le rôle que le président Bachar al-Assad jouera, avec une approbation internationale, dans toute éventuelle solution à laquelle les parties prenantes aboutiront. Ce qui aura inéluctablement des répercussions sur le Liban. La source se demande enfin : « Le Hezbollah n'a-t-il pas conseillé au 14-Mars, par la voix de son secrétaire général et de ses responsables, d'accepter maintenant ce que ses adversaires refuseront de lui concéder dans l'avenir ? »

#### **Al-Akhbar (20 décembre 2013)**

Des sources informées rapporte que la tension sévit dans la relation entre le président Sleiman, qui aspire à la prorogation de son mandat à tout prix, et le courant du Futur, sur fond de l'approbation par le chef de l'État de la formation d'un gouvernement politique fondé sur l'équation 9-9-6. Les mêmes sources ont affirmé que Sleiman a mis en avant cette proposition au chef du Bloc du Futur, Fouad Siniora, lors de leur dernière rencontre. Ce dernier aurait rétorqué avec consternation : « Formez le gouvernement sans le courant du Futur ». Par ailleurs, commentant les échos faisant état de la prorogation du mandat de M. Sleiman, Nabih Berry a affirmé, ne jamais avoir entendu le président de la République formuler un tel vœu.

#### **Al-Akhbar (20 décembre 2013)**

Hyam Kosseify

L'armée commencera à prendre dans plusieurs régions à la veille de Noël et du nouvel des mesures de sécurité draconiennes. Il est tout à fait normal que le commandement de l'armée prenne en considération les multiples menaces ainsi que les rapports des services de renseignements qui lui parviennent avant les jours de fête, surtout après les attentats-suicides qui ont visé l'armée à Majdalyoun et Awali. La première préoccupation de la troupe est de préserver la sécurité dans le pays, d'autant que les tentatives visant à le transformer en caisse de résonance et en arène de

confrontation entre deux projets se multiplie. L'armée est consciente de l'ampleur des menaces qui pèsent sur le pays à l'approche des échéances constitutionnelles. Toutefois, la communauté internationale est soucieuse de la préservation de la stabilité au Liban et du soutien à son armée, pour qu'elle soit la garante de la stabilité. Telle est l'équation qui sera établie dans les prochains mois dans le pays.

La diplomatie occidentale voit d'un bon œil la prestation de l'armée et constate que la question ne consiste plus à savoir si l'armée est soudée ou non. Il s'agit plutôt de savoir quelle est la quantité de sang qui doit être versée pour qu'un soutien soit apporté à l'armée et pour que ses compétences militaires, logistiques et en matière de renseignement soient renforcées. Les diplomates occidentaux ont accordé un grand intérêt à la nature des attentats qui ont eu lieu dernièrement au Liban. Ils examinent ce dossier sous tous ses angles et tiennent compte de toutes les éventualités : la perspective de la tenue des élections, l'hypothèse de la prorogation, ou la vacance à la tête de l'État. Dans tous les scénarios, l'armée restera aux yeux des sphères diplomatiques, la garante de la stabilité. Cependant, l'appui apporté à l'armée n'éliminera pas les nombreux défis et difficultés auxquels elle est confrontée. La pression sera renforcée sur la troupe dans les jours à venir.

**Al-Akhbar** (19 décembre 2013)

Jean Aziz

Les propos de l'ambassadeur de France au Liban, Patrice Paoli, sur le fait que son pays préfère la prorogation du mandat du président Michel Sleiman au vide et au chaos ne sont pas fortuits. Ils s'inscrivent dans le cadre d'un brainstorming intellectuel et politique, qui a commencé il y a un certain temps et qui a, semble-t-il, atteint son stade final.

Mais ce qui est le plus étonnant et amusant dans ce processus c'est qu'il se focalise, actuellement, sur la tentative de persuader l'alliance Aoun-8-Mars que son intérêt direct et net réside, précisément, dans le maintien de Sleiman à son poste dans le cadre d'un deal.

Qu'en est-il réellement ?

Des politiciens proches du palais présidentiel de Baabda, des diplomates occidentaux, des fonctionnaires de pays étrangers et des responsables spirituels de moyenne importance se sont activés pour élaborer ce processus. Ils sont arrivés à la profonde conviction que le maintien de Sleiman dans son palais, à travers la prorogation, le renouvellement ou le gel de tout le système constitutionnel, est impossible sans l'accord de l'alliance Aoun-8-Mars. Au moins au niveau de la nécessité d'un nouveau gouvernement qui a les compétences requises pour proposer un amendement de la Constitution.

Cette équipe s'adresse à l'alliance Aoun-8-Mars selon la logique suivante :

« Arrivé le 25 mars, vous serez confrontés à deux choix : l'élection d'un président que vous ne souhaitez pas et qui vous sera hostile, ou bien la conclusion d'un accord avec Sleiman pour la prorogation de son mandat pour une période d'un ou deux ans, jusqu'à ce que la situation en Syrie se décante. »

Conformément à ce deal qui jouirait d'une couverture locale et extérieure, Michel Sleiman donnerait à l'alliance Aoun-8-Mars un gouvernement selon la formule 9-9-6, avec les noms et les portefeuilles souhaités par cette coalition, en contrepartie de la prorogation de son mandat.

Comment réagissent les ténors de l'alliance Aoun-8-Mars à ce scénario et comment y feront-ils face ? Ils se contentent de sourire avec confiance : « Il n'y a aucune crainte et toute cette lecture n'a pas lieu d'être. Que ferons-nous ? Cela fait partie des secrets de notre bataille que nous ne révélerons pas. Mais nous ne la perdrons pas ».

### **Al-Akhbar (18 décembre 2013)**

Hassan Elleik

La route de la mort passe par Eرسال. Mardi, la sixième voiture piégée, envoyée par des rebelles syriens à partir de la région de Qalamoun en passant par leur « bastion » Libanais dans les montagnes de l'Anti-Liban, a explosé sur les hauteurs de la localité de Laboué.

Mais la guerre de sécurité « préventive » livrée par le Hezbollah face à ses ennemis -avec à leur tête l'Etat islamique en Irak et au

Levant (EIL) et le Front al-Nosra-, a permis de faire avorter d'autres attaques terroristes planifiées par les rebelles en Syrie. Cette guerre se déroule essentiellement sur le sol syrien.

À ce jour, l'armée syrienne et le Hezbollah ont mis hors jeu plusieurs routes qui étaient empruntées par les voitures piégées envoyées de Syrie au Liban. Les villes de Qara et de Nabak étaient des points de départ principaux pour les groupes qui tentaient d'introduire les voitures de la mort dans les paisibles villes et villages du Liban.

La libération de ces deux villes a aussi empêché l'arrivée de milliers (et non pas de centaines) de roquettes dans les régions frontalières entre les deux pays. L'expulsion des rebelles d'une partie des fermes de Rima, proches de Yabroud, a mis hors jeu un troisième endroit utilisé pour piéger les voitures. Il reste dans le Qalamoun deux voies essentielles encore actives : la ville de Yabroud et la localité de Rankous. Des sources militaires sur le terrain affirment que les autres localités (Ras al-Ain, Assal al-Ward et Flita) ne résisteront pas longtemps si l'armée syrienne libère Yabroud et neutralise « sécuritairement » Rankous.

Les deux principaux ennemis du Hezbollah continuent d'utiliser le Qalamoun comme base arrière pour leurs attaques. \_ Par exemple, l'EIL importe les voitures d'une manière légale du Liban, les piège en Syrie, puis les renvoie au Liban.

Les responsables de la sécurité pensent que jusqu'à présent, cette organisation évite d'utiliser des régions libanaises pour piéger les voitures. N'empêche qu'elle dispose d'une liberté de mouvement dans des régions libanaises où elles disposent de cellules et de groupes. L'expulsion de l'EIL et de ses alliés du Qalamoun va les priver de leur sanctuaire syrien. Mais personne ne s'aventure à dire que cela empêchera les rebelles syriens de commettre des actes terroristes au Liban. Cependant, ils seront contraints de trouver d'autres endroits pour piéger les voitures. D'ici là, Ersal reste le seul passage emprunté par les bombes envoyées de Syrie. Cette localité n'est plus totalement sous le contrôle du président du Conseil municipal, Ali Hojeiri, à cause de l'influence dont y disposent de l'EIL et al-Nosra. La puissance de ces deux organisations ne vient pas seulement de leur implantation parmi les réfugiés syriens, mais aussi du fait que certains habitants de



Ersal sont des partisans d'al-Nosra. Il s'agit d'un groupe puissant et soudé, structuré autour de l'un des notables de la localité.

Les partisans de Ali Hojeiri sont incapables de se dresser face à ces groupes, et le chef de la municipalité ne souhaite pas une bataille sur ses terres. Au sein de l'État libanais, personne ne se sent concerné par cette bataille. Seul le Hezbollah fait face aux voitures piégées sur l'autre versant de l'Anti-Liban. Ces derniers mois, le parti a fait échec, en silence, à plusieurs attaques. Il a découvert la voiture piégée de Maamoura (Banlieue sud de Beyrouth) puis celle de Makné. Mardi, une autre a explosé mais pas à l'endroit où projetaient de l'envoyer les terroristes. On ne connaîtra pas avant longtemps tous les détails de cette opération. Et la guerre sécuritaire, que le Hezbollah sait parfaitement livrer, durera encore plus longtemps.

**Al-Anbaa** (Quotidien koweïtien, 17 décembre 2013)

Des sources de sécurité ont indiqué que « des mesures de sécurité strictes ont été prises devant les églises dans les différentes régions libanaises, notamment à Saïda, le littoral de l'Iqlim el-Kharroub et le Liban-Nord, en prévision de tout incident sécuritaire pendant la semaine des fêtes ». Certains milieux croient savoir que les attaques contre les barrages de l'Armée libanaise à Saïda ont pour objectif de pousser l'armée à évacuer ses check-points afin de faire passer des armes et des voitures piégées. Mais cette information n'a pas été confirmée de source officielle.

Les ambassades occidentales au Liban ont par ailleurs conseillé aux Libanais détenteur d'une des nationalités de ces pays à ne pas venir au Liban pour passer les fêtes de fin d'années, comme ils ont l'habitude de le faire tous les ans. Elles ont aussi appelé leurs ressortissants qui se trouvent au Liban à faire preuve d'une grande vigilance. Des sources de sécurité ont expliqué le renforcement des mesures de sécurité par les informations sur l'infiltration d'une voiture piégée de marque japonaise, de couleur verte et immatriculée 104546.

**Al-Joumhouria** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Johnny Mnayyar (19 décembre 2013)

Ceux qui ont prévu que 2014 sera une année de folie au Liban n'ont pas exagéré. Dans le Qalamoun syrien, les préparatifs,

commencés il y a deux mois, se poursuivent pour faire aboutir la dernière phase du plan de la discorde, qui vise à prendre le contrôle totale de cette région laquelle assure une continuité territoriale entre le Liban et les zones syriennes aux mains de l'opposition.

Malgré les conditions climatiques difficiles, le régime syrien se voit contraint de terminer sa tâche dans le Qalamoun avant la conférence de Genève 2, afin de renforcer ses positions dans les négociations. De son côté, et pour les mêmes raisons, l'Arabie saoudite semble déterminée à obtenir de grandes réalisations sur le terrain, qui lui permettraient de briser les équilibres actuels. Des diplomates ont clairement entendu le prince Bandar ben Sultan assurer qu'il n'y a d'autres choix que d'entrer dans une confrontation acharnée avec le régime syrien. Et en fin de compte, celui qui l'emportera imposera ses conditions à la table des négociations.

Il est vrai que la dernière bataille dans la Ghouta a permis de repousser les assaillants et s'est soldée par une défaite pour les forces de l'opposition. Mais les succès initiaux qu'elles ont enregistrés au début de l'offensive ont encouragé les acteurs qui les soutiennent à planifier d'autres attaques. Partant de là, la dernière attaque contre la localité de Adra suscite des interrogations. Cette zone multiconfessionnelle est considérée comme un grand dépôt de blé et de farine et n'a pas une importance militaire particulière. C'est vrai que les rebelles ont perpétré des massacres pour effrayer les minorités et ont dérobé quelque 100 000 tonnes de farine. Mais ils n'en avaient pas vraiment besoin. Ce qui signifie que l'objectif de l'attaque était de disperser les forces du régime en prévision d'une offensive contre une région stratégique de Damas, exactement comme cela s'est produit à Maaloula, où le but était de disperser les forces qui participaient à l'offensive dans le Qalamoun.

La perte du Qalamoun constituerait pour les rebelles un coup dur. Mais le plus dangereux, pour le Liban, est que les forces rebelles, qui appartiennent aux groupes islamistes radicaux, se préparent à venir au Liban après la perte de Yabroud.

On dit que quelque 6 000 combattants se réfugieront dans les régions de Ersal et du Akkar, pour prendre position dans des

endroits déjà définis, de manière à relier Ersal à Tripoli, via le Akkar. Ces 6 000 hommes armés viendront s'ajouter à ceux qui sont déjà sur place. Ils pourront bénéficier d'un environnement favorable fourni par les réfugiés syriens dans ces régions, et dont le nombre atteint, uniquement à Ersal, près de 30 000 personnes.

Ces hommes armés affronteront le Hezbollah et sa base populaire, ce qui présage d'un élargissement de l'étendue de la confrontation. Le sort des villages chrétiens qui se trouvent dans la zone d'affrontement, allant de Qaa au Akkar, sera incertain. Les frictions, qui commenceront entre Ersal d'un côté, Baalbeck et Hermel de l'autre, se propageront très vite.

Naturellement, l'Armée libanaise reste le seul obstacle susceptible de faire face aux dangers attendus. C'est pour cela que la troupe s'active, autant que possible, pour lutter contre l'infiltration d'hommes armés de Syrie. Il faut s'attendre dans la période à venir à une intensification de la campagne contre l'institution militaire. Les attaques du style de celles qui se sont produites à Saïda, de même que les campagnes de dénigrement de l'armée lancées dans les mosquées, comme à Tripoli, où elle a été accusée de cibler une communauté bien déterminée, vont se multiplier. Ces campagnes ont trois objectifs : 1- Disperser l'attention de l'armée en ouvrant plusieurs fronts simultanément. 2-La paralyser en l'accusant de discrimination entre les factions libanaises, ce qui limitera son champ d'action à Ersal et au Liban-Nord. 3-Impliquer les Palestiniens, qui ont une grande expérience militaire, dans le conflit interne libanais. Dans ce cadre, on assiste à un démembrement du mouvement Fatah, à Aïn el-Héloué, au profit des groupes islamistes. Sans oublier la présence dans ce camp de quelque 25 000 Palestiniens venant du Yarmouk, près de Damas. Il n'est plus un secret que ces affrontements pourraient éclater simultanément à Saïda-Aïn el-Héloué, la Békaa centrale (Bar Elias-Chtoura-Saadnayel), Beyrouth, Tripoli et, bien entendu, la Békaa du Nord.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (18 décembre 2013)

Les voitures piégées et les attentats-suicide ne sont plus des

prévisions ou une vue de l'esprit, mais font désormais partie du quotidien des Libanais.

Après le double attentat contre deux barrages de l'armée dans la région de Saïda, c'était, hier, les environs de la localité de Sbouba qui ont été le théâtre de l'explosion d'une voiture piégée à un croisement qui va soit vers Laboué et Kaa, soit vers le Hermel. L'enquête – qui n'est pas finie – a pour l'instant conclu que la voiture était piégée avec 60 kg de matières explosives, mais qu'elle a sauté avant d'atteindre son objectif, parce qu'elle avait été repérée par des éléments du Hezbollah présents dans le secteur. La charge aurait été actionnée à distance en toute précipitation après que la voiture eut suscité l'attention. Sur sa destination définitive, les interprétations divergent. Pour les uns, il s'agissait de faire sauter le poste de surveillance du Hezbollah situé à 500 mètres du lieu de l'explosion. Pour d'autres, la voiture était destinée à exploser à Kaa, pendant le cortège funèbre du sergent-chef Samer Rizk tué à Saïda et dont les obsèques étaient prévues pour hier après-midi. Les éléments trouvés dans la carcasse de la voiture devraient permettre aux enquêteurs de trouver rapidement de nouveaux indices. Mais il est certain que c'est la première opération du genre dans cette région en principe sous contrôle du Hezbollah.

Les sources de sécurité libanaises estiment toutefois qu'en dépit des efforts multipliés par dix des services concernés, il ne faudrait pas s'étonner de voir une prolifération des incidents de ce genre au cours des semaines, voire des mois prochains. Le Liban est véritablement entré dans une situation « d'irakisation », avec l'afflux de combattants extrémistes venus de Syrie et difficilement contrôlables. Ce qui aurait dû être une confrontation limitée à ces combattants et au Hezbollah, surtout après l'approfondissement du fossé entre la formation chiite et certaines cellules saoudiennes, est en train d'englober l'armée libanaise, devenue elle aussi une cible privilégiée des takfiristes, sous prétexte qu'elle serait dominée par le Hezbollah, mais en réalité, parce qu'elle cherche à assurer la stabilité du Liban et la sécurité des Libanais en accomplissant, autant que possible, son rôle aux frontières et contre les éléments armés. Les sources de sécurité font d'ailleurs le lien entre l'apparition du phénomène des attentats-suicide et des voitures

piégées au Liban et les développements en Syrie ainsi que l'approfondissement du conflit entre certains dirigeants saoudiens et le Hezbollah. À cet égard, les mêmes sources s'arrêtent sur les accusations directes lancées par le secrétaire général du parti chiite contre les dirigeants wahhabites, qui ont surpris les milieux politiques et diplomatiques, d'autant que Hassan Nasrallah se montre en général soucieux de maintenir un lien avec ses rivaux et adversaires, surtout s'ils sont libanais ou musulmans.

Les sources précitées précisent ainsi que la décision de dénoncer clairement certains courants en Arabie saoudite est intervenue après la découverte d'indices clairs impliquant des parties saoudiennes dans les attentats à la voiture piégée dans la banlieue sud. Ayant en main les éléments de l'enquête menant vers des groupes takfiristes qui seraient venus de Yabroud (dans la région de Qalamoun, en Syrie) vers la région de Ersal, avant de se déplacer dans le reste du pays, Hassan Nasrallah a sciemment pointé du doigt ces parties saoudiennes d'abord parce qu'il ne pouvait plus se contenter d'accusations vagues devant ses propres partisans et devant les habitants de la banlieue sud qu'il appelait à la patience et au sacrifice. En même temps, les sources de sécurité sont convaincues que le secrétaire général du Hezbollah en a discuté avec les autorités iraniennes, surtout que ces événements sont intervenus à un moment particulièrement délicat pendant lequel l'Iran était en train de conclure un accord avec la communauté internationale sur son dossier nucléaire, tout en multipliant les ouvertures en direction des pays du Golfe et en particulier de Riyad. Il s'agirait donc d'une action coordonnée, le Hezbollah, qui est la principale cible des attaques takfiristes dénonçant leurs protecteurs, et l'Iran jouant la modération.

Mais l'élément majeur qui a poussé Hassan Nasrallah à être aussi franc dans ses accusations est le fait qu'il a conscience d'un plan systématique pour encercler le Hezbollah sur le terrain, en cherchant à couper la Békaa de Beyrouth et du Sud. Ce n'est pas un hasard géographique si les foyers supposés des groupes extrémistes se situent autour de Ersal dans la Békaa du Nord, dans les camps palestiniens autour de Beyrouth, dans la région de Naamé sur la route côtière du Sud, ainsi qu'autour et dans le camp de Aïn el-Héloué à Saïda, de manière à isoler les uns des autres les

différents fiefs de la résistance dans la Békaa, dans la banlieue sud et au Sud. Le Hezbollah ne peut pas rester les bras croisés face à un tel plan visant à le neutraliser et il a décidé de l'affronter à sa manière, par le biais notamment d'une mobilisation ciblée de l'opinion publique. En même temps, il mise sur les nouvelles dispositions du Qatar pour opérer des percées au sein du Conseil de coopération du Golfe et éviter ainsi son isolement. Le parti chiite est aussi convaincu que la politique actuelle d'hostilité totale à l'axe dit de la résistance de certains courants au sein de l'Arabie saoudite ne peut pas se prolonger et deviendra rapidement intenable, car elle va à l'encontre de la nouvelle tendance régionale et internationale. La volonté du Qatar de renouer le dialogue avec lui n'en est que le premier indice...

#### **Agence France-Presse (AFP, le 19 décembre 2013)**

Amnesty international a accusé jeudi un groupe jihadiste lié à el-Qaëda d'enlever, de torturer et de tuer des détenus dans des prisons secrètes installées sur les territoires qu'il contrôle en Syrie. L'organisation des droits de l'Homme affirme que parmi les prisonniers détenus par l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) figurent des enfants, dont certains âgés d'à peine 8 ans, et que les mineurs sont soumis au fouet et emprisonnés avec les adultes dans des conditions « cruelles et inhumaines ».

Les prisonniers sont enlevés par des hommes masqués, détenus des semaines à l'isolement, puis jugés par des tribunaux appliquant la charia (la loi islamique), qui condamne à la peine capitale ou aux coups de fouet sans aucune procédure ou presque, ajoute Amnesty.

D'anciens prisonniers ont raconté avoir été battus avec des câbles, soumis à des chocs électriques, ou encore maintenus dans la douloureuse position dite du « scorpion », rapporte l'organisation dans un communiqué.

« Après avoir souffert des années de la brutalité du régime (du président Bachar el-Assad), les habitants de Raqqa (est) et d'Alep souffrent maintenant de la tyrannie imposée par l'EIL », explique Philip Luther, le responsable d'Amnesty pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Selon Amnesty, certaines personnes sont détenues pour des

crimes, d'autres pour avoir fumé, eu des relations sexuelles hors mariage, ou parce qu'ils appartiennent à d'autres groupes armés.

Ces derniers mois, l'EILL a kidnappé des dizaines de militants et journalistes-citoyens syriens, ainsi que des journalistes étrangers, ajoute le communiqué.

Amnesty cite le cas d'un juge ayant instauré un « règne de la terreur » : il rend ses jugements une ceinture d'explosifs à la taille, et distribue les peines en quelques minutes.

L'organisation rapporte également le cas de deux adolescents de 14 ans condamnés à être fouetté, et celui d'un père obligé d'écouter les cris de son fils, torturé dans une pièce voisine.

Amnesty a demandé à la Turquie et aux pays du Golfe –qui soutiennent l'opposition syrienne– de prendre des mesures pour limiter les livraisons d'armes à l'EILL et aux autres groupes accusés de violer les droits de l'Homme.

L'EILL, soupçonné d'accueillir des militants étrangers dans ses rangs, veut créer un État islamique par delà les frontières syriennes.

**Elnashra.com** (Site libanais indépendant, 17 décembre 2013)

Mahed al-Khatib

Depuis un certain temps, l'Armée syrienne libre (ASL) s'emploie à mêler le nom du Courant patriotique libre (CPL) dans la crise syrienne, en l'accusant d'envoyer des groupes de combattants en Syrie sous diverses justifications. Par le passé, les responsables de l'opposition syrienne se contentaient de critiquer les prises de positions politiques du CPL.

Ces accusations ont constitué une surprise, d'autant que le CPL appelle toutes les parties libanaises à se désengager du conflit syrien. Les accusations de l'ALS pourraient avoir de graves conséquences et pourraient être le prélude à des actions sécuritaires dirigées contre le CPL ou contre des régions chrétiennes au Liban.

Le responsable de la communication de l'ASL, Fahd al-Masri, affirme disposer de preuves et de faits. Il déclare que lorsqu'il avait évoqué la participation du Hezbollah aux combats, le secrétaire général du parti, sayyed Hassan Nasrallah avait démenti, avant de finir par le reconnaître. « La même chose est en train de se répéter

avec le général Michel Aoun. Le CPL ne le reconnaîtra que lorsqu'il perdra des hommes ou lorsque certains seront capturés », a-t-il dit.

Bien qu'al-Masri reconnaisse que le CPL ne dispose pas d'une branche militaire, il assure que des groupes de militants ont été entraînés dans la Békaa par le Hezbollah avant d'être envoyés en Syrie. Il y aurait actuellement 70 combattants du CPL affectés à la protection d'églises et de lieux de culte chrétiens dans les régions de Damas et du Qalamoun.

Le haut responsable du CPL, Antoine Nasrallah, rejette en bloc toutes ces accusations, déclarant que « tout le monde sait que le CPL ne dispose pas d'une aile militaire pour envoyer des combattants en Syrie ».

Il se déclare surpris par ces accusations, « qui interviennent à un moment où l'ALS traverse une crise interne ». Il affirme que les communiqués de Fahd al-Masri pourraient bien avoir été écrits par des plumes libanaises « car certaines forces du 14-Mars utilisent les mêmes expressions ».

Fahd al-Masri affirme que des combattants de la branche libanaise du parti Baas et du Parti syrien national social (PSNS) sont également déployés en Syrie. Il refuse les propos selon lesquels ces accusations seraient le prélude à des actions contre certaines régions ou des permanences du CPL. « Le problème n'est pas avec le CPL mais avec ceux qui lui donnent des ordres », dit-il. « Ce sont les ambitions et les rêves de Michel Aoun d'accéder à la présidence, et qui ne se réaliseront jamais, qui le poussent à agir ainsi », déclare le porte-parole de l'ALS. Mais Antoine Nasrallah est convaincu que ces accusations visent à préparer le terrain et l'opinion à des attaques contre le CPL, qui « ne compte que sur l'État libanais pour le protéger ».

*Pierre Khalaf*

---

Source : « Hassan Nasrallah veut sauver le Liban des ambitions saoudiennes », par Pierre Khalaf, *Réseau Voltaire*, 23 décembre 2013, [www.voltairenet.org/article181600.html](http://www.voltairenet.org/article181600.html)